

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Tout sur Annapolis

N° 286 du 08.11

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

1 Les Brèves

1-1 La Préparation

1 Annapolis

2 Annapolis : Bush tente de relancer le processus de paix.

3 Kouchner présentera à Annapolis la conférence des donateurs pour les Territoires palestiniens.

4 Manifestations à Jérusalem et Gaza contre la conférence d'Annapolis.

1-2 Les Analyses

1 Bush prononce l'ouverture du congrès et promet de protéger la sécurité et la judaïsation d'Israël.

2 Bush insiste sur le combat d'Abbas contre "terrorisme" (la résistance palestinienne).

3 Bush: La paix est "possible" au Proche-Orient, les USA se sont "activement engagés".

4 Abbas néglige les souffrances des Palestiniens.

5 Olmert s'attache à la normalisation avec les pays arabes.

6 Al Rachq : le congrès d'Annapolis vise à la judaïsation d'Israël et à la normalisation des relations.

7 Al-Bardawil: Nous refusons de reconnaître l'entité sioniste et les projets qui tentent de frapper notre question.

8 La conférence d'Annapolis s'est achevée sans engagements concrets.

3 Et maintenant que faire...

1 Olmert affirme son attachement à Al-Qods et à l'état juif.

2 Le président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas a exprimé son optimisme.

3 Ban Ki-moon : Annapolis, renouveau du processus de paix au Moyen-Orient.

4 Moyen-Orient : le Quatuor salue la conférence d'Annapolis.

2 Dossier & Point de vue.

2-1 Point de vue de Chris Marsden et Jean Shaoul : La conférence d'Annapolis : un paravent... derrière lequel on fomenté la guerre civile entre Palestiniens et prépare une attaque de l'Iran.

2-2 Point de vue de Rania Adel : les promesses solennelles d'Annapolis.

2-3 Point de vue de Luc Vancauwenberge : Annapolis : Bush veut créer un État palestinien à côté d'Israël : mais où ?

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

3-1 Claire Dana Picard : La déclaration d'Annapolis entérinée par le gouvernement Israélien.

1 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 La Préparation

1 Annapolis

Mardi matin, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de la capitale américaine, Bush ouvrira les travaux de la conférence en insistant sur l'importance qu'il confère désormais au dossier -la paix au Proche-Orient figurera parmi les priorités de la fin de son mandat.

Selon le conseiller pour la sécurité intérieure Stephen Hadley, il ne devrait toutefois pas dévoiler sa position sur les mesures envisageables pour répondre aux questions-clés qui divisent encore profondément Israéliens et Palestiniens, incapables jusqu'à la dernière minute de les aborder dans le document conjoint qui sera présenté à Annapolis.

Echafauder des solutions sera le but de la conférence elle-même, qui commencera par un déjeuner de travail à huis clos. L'après-midi sera consacré, en plénière, à balayer trois thèmes : le soutien international au processus de paix, puis le développement économique, les réformes institutionnelles et les outils de l'autonomie et, enfin, la paix complète.

Après avoir réussi l'exploit de faire venir à la table un aussi grand nombre de pays arabes, y compris les très réticentes Syrie et Arabie saoudite, Bush espère donner tort aux nombreux pessimistes et pousser la conférence à accoucher d'un cadre pour les négociations israélo-palestiniennes qui s'engageront par la suite.

Il s'agit de conduire Israéliens et Palestiniens à régler les trois grands problèmes qui subsistent : les frontières du futur Etat palestinien, le statut de Jérusalem et le droit au retour des réfugiés palestiniens. "J'espère qu'Annapolis permettra de lancer des négociations sérieuses sur tous les dossiers centraux, qui conduiront à une solution avec deux Etats pour deux peuples", a dit Ehoud Olmert, resté prudent avant l'ouverture des discussions.

Mais le négociateur palestinien Yasser Abed Rabo a estimé de son côté que la préparation de la réunion avait permis de "confirmer que toutes les parties sont prêtes" à engager un processus de paix. C'est d'ores et déjà "suffisant pour lancer des négociations après la conférence", veut-il croire.

(Lundi, 26 novembre 2007 – Al-Oufok avec les agences de presse)

2 Annapolis : Bush tente de relancer le processus de paix.

Après sept ans d'impasse diplomatique, les négociateurs de plus de quarante pays vont tenter à compter de lundi soir de concrétiser en moins de deux jours la nouvelle ambition affichée par George Bush : relancer les discussions de paix israélo-palestiniennes en impliquant l'ensemble des pays influents dans la région.

Le rassemblement formel, mardi à l'Académie navale d'Annapolis, dans l'est des Etats-Unis, devait être précédé d'une intense activité diplomatique lundi à Washington. Bush, qui s'est déclaré optimiste quant aux chances de succès du sommet lundi, devait recevoir séparément à la Maison Blanche Ehoud Olmert et Mahmoud Abbas. Les trois hommes se verront ensemble à Annapolis mardi matin avant de nouveaux entretiens bilatéraux, mercredi dans la capitale fédérale.

(Lundi, 26 novembre 2007 – Al-Oufok avec les agences de presse)

3 Kouchner présentera à Annapolis la conférence des donateurs pour les Territoires palestiniens.

Le chef de la diplomatie française Kouchner présentera mardi, au cours de la conférence d'Annapolis pour la paix au Proche-Orient, la conférence des donateurs pour les Territoires palestiniens que Paris organise le 17 décembre, a annoncé lundi le ministère des Affaires étrangères.

Le but de la conférence de Paris est "de mobiliser les donateurs et de fournir un soutien financier et politique à l'Autorité palestinienne, afin de l'aider à construire un Etat viable", a rappelé la porte-parole du Quai d'Orsay lors du point de presse régulier en ligne.

La France, a souligné Pascale Andreani, "soutient l'édification d'un Etat de Palestine indépendant, souverain, viable, démocratique et pacifique, et le droit d'Israël à vivre à l'intérieur de frontières sûres".

Lundi, M. Kouchner devait avoir des entretiens bilatéraux, notamment avec ses homologues britannique et égyptien, David Miliband et Ahmed Aboul Gheit, ainsi qu'avec Mahmoud Abbas. Il devait aussi se réunir avec les co-présidents de la conférence des donateurs, Tony Blair, envoyé spécial du Quartette pour le Proche-Orient (Etats-Unis, Union européenne, Russie, Nations unies) et le représentant de la Norvège.

Bernard Kouchner s'était rendu pour la première fois depuis son entrée en fonction en Israël et dans les Territoires palestiniens lors d'une tournée dans la région du 10 au 13 septembre.

(Lundi, 26 novembre 2007 – Al-Oufok avec les agences de presse)

4 Manifestations à Jérusalem et Gaza contre la conférence d'Annapolis.

Plusieurs milliers de manifestants ont défilé lundi 26-11 à Jérusalem et Gaza contre la conférence d'Annapolis, aux Etats-Unis, où les négociateurs d'une quarantaine de pays vont tenter à partir de mardi de relancer les pourparlers de paix israélo-palestiniens.

A Jérusalem, quelque 15.000 personnes se sont rassemblées devant le Mur des Lamentations pour protester contre la conférence d'Annapolis. Une partie des manifestants ont ensuite défilé bruyamment près de la résidence d'Ehoud Olmert.

Benyamin Nétanyahou a estimé que le sommet d'Annapolis "est la suite des concessions unilatérales" accordées aux Palestiniens, qui ne "lèvent pas un doigt pour cesser le terrorisme ou reconnaître Israël comme un Etat juif".

A Gaza, quelque 2.000 militants et sympathisants du Hamas au pouvoir dans ce territoire palestinien ont de leur côté réaffirmé leur refus d'un Etat juif. Quiconque "coopère avec l'occupation (israélienne)" est "un traître", a déclaré un des responsables du Hamas Mahmoud Zahar, en faisant allusion à Mahmoud Abbas.

(Lundi, 26 novembre 2007 – Al-Oufok avec les agences de presse)

1-2 Les Analyses

1 Bush prononce l'ouverture du congrès et promet de protéger la sécurité et la judaïsation d'Israël.

Le président Bush a prononcé l'ouverture du congrès d'Annapolis qui a eu lieu, hier mardi 27/11, en promettant de protéger la sécurité de l'entité sioniste et renforcer la réalisation du rêve sioniste en poussant vers la reconnaissance d'un état juif.

Bush a annoncé que le moment est convenable pour organiser un processus de paix entre les Palestiniens et les Israéliens, tout en affirmant que ce sujet est très compliqué.

Pour sa part, Olmert a insisté sur son refus de reconnaître les principes et droits du peuple palestinien (le droit au retour des réfugiés, la ville occupée d'Al-Qods, les frontières), et il a appelé les 16 pays arabes qui participent à cette réunion internationale à la normalisation de leurs relations avec son Etat hébreu.

Pour sa part, le président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas a totalement ignoré les souffrances de son peuple, notamment le blocus sévère imposé injustement contre un million et demi de personnes depuis plus de 5 mois, ainsi que la souffrance des malades, dont 45 ont trouvé la mort dans la bande de Gaza à cause de ce blocus, au moment où son homologue, Olmert, a fait apparaître que les occupants juifs sont victimes des frappes de la résistance palestinienne.

CPI -17-11

2 Bush insiste sur le combat d'Abbas contre "terrorisme" (la résistance palestinienne).

Le président US a prononcé l'ouverture du congrès d'Annapolis en confirmant que le groupe d'Abbas et de son homologue israélien se sont mis d'accord pour continuer leurs négociations afin de réaliser la feuille de route et parvenir à un accord avant la fin 2008, mais sans fixer de date après que les occupants israéliens ont exigé cette condition pour s'engager dans les négociations.

Bush a exhorté les pays arabes à la normalisation de leurs relations avec l'entité sioniste, en leur rappelant que le temps est très convenable pour établir un processus de paix entre les deux parties (palestinienne et israélienne), notamment après qu'Abbas a promis de combattre le terrorisme (la résistance palestinienne), alors qu'Olmert a répondu que les Israéliens sont prêts à aller plus loin dans ce sens avec les Arabes.

CPI -28-11

3 Bush: La paix est "possible" au Proche-Orient, les USA se sont "activement engagés".

Bush a dit avoir assuré à ses deux hôtes que les Etats-Unis seraient "activement engagés dans ce processus, que nous utiliserons tout notre pouvoir pour préparer la création d'un Etat palestinien qui vivra en paix au côté d'Israël".

"Je ne me tiendrais pas ici si je ne croyais pas que la paix était possible", a déclaré Bush entre Olmert et Mahmoud Abbas dans le Jardin aux roses de la Maison Blanche.

Bush a aussi appelé la communauté internationale à soutenir le nouvel effort pour résoudre le conflit.

Les trois hommes ne se sont pas serré la main devant les caméras, MM. Abbas et Olmert n'ont pas pris la parole...

(AFP / 28 novembre 2007)

4 Abbas néglige les souffrances des Palestiniens.

Abbas a remercié le président Bush en disant que tout le monde a entendu ses promesses de soutenir la sécurité de l'Etat hébreu, au moment où il s'engage à frapper les principes des Palestiniens.

"La participation remarquable des pays invités à Annapolis consiste une force de protection et nous encourage à réaliser plus de pas dans les négociations de paix avec les Israéliens. L'initiative arabe pour la paix est une aventure d'un projet stratégique pour changer les relations et ouvrir une nouvelle ère", a ajouté Abbas.

Abbas a incité tous les pays à profiter de cette réunion car la paix consiste en un déficit gigantesque, notamment les Etats-unis, le Quartet, la communauté internationale, Israël, l'OLP et son autorité nationale, les pays arabes et musulmans, en affirmant que l'échec de ce congrès va influencer sur toute la région.

CPI -28-11

5 Olmert s'attache à la normalisation avec les pays arabes.

Olmert a prononcé son discours en disant aux participants qu'il est venu de la ville d'Al-Qods pour faire allusion qu'elle représente la capitale éternelle de l'Etat hébreu, tout en affirmant qu'en dépit de tous les obstacles, il a préféré participer à ce congrès, et qu'il ne peut oublier la souffrance de son peuple face aux frappes de la résistance palestinienne, et que malgré cela, il est venu tendre la main pour réaliser la paix avec les Arabes. Pendant son discours, Olmert a appelé les Arabes mettre un terme au boycottage économique contre l'entité sioniste et à s'orienter vers la réalisation de la paix pour faciliter le processus de négociations avec les Palestiniens afin d'aboutir à deux Etats (palestinien et israélien), tout en affirmant que les relations avec l'Egypte et la Jordanie ne sont pas encore suffisantes, jusqu'à présent.

CPI -28-11

6 Al Rachq : le congrès d'Annapolis vise à la judaïsation d'Israël et à la normalisation des relations.

Le membre du bureau politique du Hamas, Ezzat Al Rachq a critiqué le contenu du discours prononcé à l'ouverture de la réunion d'Annapolis en le qualifiant de tentative officielle Américaine pour pousser les pays arabes vers la normalisation des leurs relations avec l'entité sioniste, et reconnaître l'entité sioniste comme un état juif dans les territoires occupés en 1948.

Dans sa déclaration spéciale au Centre Palestinien d'Information, publiée le mercredi 28/11, il a affirmé que la question palestinienne se trouve actuellement devant un énorme déficit, notamment durant les accords de complots avec l'occupation et avec la faiblesse des négociateurs palestiniens, ainsi que le recul des 16 pays arabes qui ont renoncé à leur position lors de leur participation avec les leaders israéliens à Annapolis.

Il a attiré l'attention sur ce déficit en disant : "Le danger est que Bush a appelé à deux pays, dont l'Etat juif d'Israël". Al-Rachq a considéré l'appel de Bush à la judaïsation de l'occupation Israël comme affirmant le soutien de la direction américaine à l'occupant sioniste, l'aidant ainsi à expulser les Palestiniens qui vivent encore dans les territoires occupés en 1948 et faisant renoncer aux réfugiés palestiniens leur droit au retour.

Il a également condamné le discours d'Abbas qui a totalement négligé les souffrances du peuple palestinien, en ignorant le blocus sévère imposé contre un million et demi de Palestiniens à Gaza, et surtout lors de sa promesse aux ennemis de poursuivre son combat contre le terrorisme (la résistance nationale palestinienne).

Al-Rachq a salué les engagements du peuple palestinien et son maintien à la résistance qui a complètement refusé la convention d'OSLO et Wye River, en affirmant que les Palestiniens vont également rejeter tout accord de complot prenant en cible leurs principes et droits suprêmes, notamment le congrès d'Annapolis.

CPI - 29-11

7 Al-Bardawil: Nous refusons de reconnaître l'entité sioniste et les projets qui tentent de frapper notre question.

Le porte-parole Dr. Salah Al-Bardawil du bloc "changement et réforme", qui représente le Hamas au conseil législatif palestinien, a affirmé que son mouvement ne reconnaît pas l'entité sioniste en insistant que le Hamas ainsi que les autres factions et le peuple vont refuser tous les projets qui tentent de liquider la question palestinienne.

Al-Bardawil a dit au sujet du congrès prévu aujourd'hui, le mardi 27/11, à Annapolis, que l'on prévoit que cette réunion ne publie pas ses décisions politiques qui vont accentuer l'actuelle crise, et que les Etats-Unis ne permettent pas aux participants de faire réussir ce congrès.

Il a ajouté que le communiqué final de la réunion va annoncer le lancement des négociations entre les Palestiniens et les Sionistes afin d'arriver au plan de Bush pour réaliser deux Etats, mais sans aucun pas sur le terrain.

Al-Bardawil a considéré que les agressions contre le mouvement du Hamas, ses cadres, ses partisans et ses organisations vont faire partie de l'agenda de la réunion d'Annapolis et ses décisions, tout en soulignant que ces agressions représentent la première partie de la feuille de route, selon laquelle le président Abbas va frapper le mouvement du Hamas et la résistance en Cisjordanie alors que l'occupation israélienne va renforcer son sévère blocus contre la bande de Gaza en plus de ses opérations militaires contre la Bande.

Al-Bardawil a adressé une lettre à la nation arabe en disant que le blocus va un jour prendre fin et que la volonté de notre peuple ne se brisera jamais, tout en appelant les Arabes à soutenir leurs frères palestiniens et à mettre fin à ce blocus injuste.

CPI 27-11

8 La conférence d'Annapolis s'est achevée sans engagements concrets.

La conférence d'Annapolis comme on pouvait s'y attendre, s'est achevée par quelques photos souvenirs de personnalités en déclin sur la scène internationale comme G.W Bush, Ehud Olmert et Mahmoud Abbas.

Les grands perdants de cette réunion sont les chefs d'Etat et représentants des pays arabes qui sans obtenir le moindre reconnaissance de leur droits perdus doivent rentrer dans les heures à venir les mains vides.

Cela est notamment le cas pour Mahmoud Abbas qui n'a pas voulu entendre le cri quasi unanime du peuple palestinien.

L'hebdomadaire The Times a écrit mardi que Mahmoud Abbas avait demandé aux israéliens de retarder leur promesses de libération de 400 prisonniers palestiniens jusqu'à son retour d'Annapolis pour atténuer son retour sans engagements concrets.

Le scepticisme sur les chances de succès des négociations de paix israélo-palestiniennes est donc resté palpable mardi à la conférence d'Annapolis.

D'autres participants ont carrément fait état de leur déception. "Rien n'incite à l'optimisme", a ainsi déclaré à l'AFP un diplomate arabe, affirmant que "les Arabes en général sont déçus".

"Il n'y a pas d'engagement clair à respecter une date-butoir, c'est seulement un engagement à déployer des efforts" a ajouté ce diplomate ayant requis l'anonymat.

Pour Scott Lasenski, un expert au centre de recherche United States Institute of Peace venu assister à la conférence, la déclaration commune israélo-palestinienne, arrachée à la dernière minute, est trop vague car elle n'énumère même pas les questions en suspens qu'Israéliens et Palestiniens s'engagent à résoudre avant la fin 2008.

"C'est un mauvais signe", estime cet expert, pour qui "la substance de la réunion d'Annapolis réside dans le symbolisme, et notamment la participation arabe".

Ima 28-11

3 Et maintenant que faire....

1 Olmert affirme son attachement à Al-Qods et à l'état juif.

Olmert, qui est retourné vers les territoires palestiniens occupés en 1948 après la fin de la réunion d'Annapolis, a affirmé aux journalistes qu'il a prodigué les efforts possibles pour arriver à un accord avant la fin 2008 à condition d'exécuter les engagements selon "la feuille de route" qui oblige l'autorité palestinienne à frapper la résistance.

"Les négociations ne discutent pas de l'autorité sioniste sur la ville occupée d'Al-Qods", selon les déclarations d'Abbas rapportées aujourd'hui, le jeudi 29/11, par la radio hébreu.

Le premier ministre sioniste a ajouté que les négociations avec les Palestiniens se feront sur plusieurs niveaux et qu'il va rencontrer le président Abbas toutes les deux semaines.

D'autre part, Olmert a menacé d'escalader ses agressions contre la bande de Gaza en disant que les forces de l'armée de l'occupation poursuivront leurs attaques contre la bande de Gaza.

Il a également dit que le président Abbas est un partenaire faible qui ne possède pas les capacités nécessaires, mais qu'il va l'appuyer.

Le premier ministre de l'occupation, Olmert, a affirmé son attachement à la ville occupée d'Al-Qods, l'une des importantes questions dans ces négociations .

2 Le président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas a exprimé son optimisme.

le président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas a exprimé son optimisme envers les résultats du congrès d'Annapolis qui a eu lieu le mardi dernier 27/11 aux Etats-Unis.

De son côté, le président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a exprimé son optimisme envers les résultats du congrès d'Annapolis en disant que ce congrès représente le début de l'Etat palestinien, en souhaitant qu'il sera créé l'année prochaine 2008.

Il a ajouté, lors d'un entretien avec des journalistes à Washington : "Nous sommes venus à Annapolis pour lancer le début des négociations en considérant que le président Bush a également annoncé cela et que ses futurs agendas vont comporter ces négociations".

Abbas a indiqué que Bush veut arriver à un accord de paix avant la fin de sa durée présidentielle et que les Américains ont promis d'être des juges durant l'étape de négociations.

CPI
29-1

3 Ban Ki-moon : Annapolis, renouveau du processus de paix au Moyen-Orient.

La conférence d'Annapolis ouvre 'un renouveau pour le processus de paix au Moyen-Orient', a déclaré aujourd'hui le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui a réitéré l'engagement de l'ONU envers les efforts de paix israélo-palestiniens.

Depuis 60 ans, l'ONU fournit le cadre général pour la paix, d'abord dans le plan de partition, puis dans les résolutions du Conseil de sécurité 242, 338, 1397 et 1515. Aujourd'hui, l'ONU a peu d'autres priorités plus grandes que d'être témoin du règlement de ce conflit », a déclaré le Secrétaire général en présence du président des Etats-Unis, George W. Bush, du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas et du Premier ministre d'Israël, Ehud Olmert.

Le Secrétaire général a plaidé pour l'abandon des « approches fragmentaires » et pour un « traitement de tous les aspects du conflit ».

« Tout d'abord, les négociations sur le statut final doivent commencer sérieusement et traiter de toutes les questions, notamment celle de Jérusalem, des réfugiés, des frontières, des colonies, de la sécurité et de l'eau. Les grandes lignes des solutions à ces questions sont claires. Il n'y a pas de raison qu'elles ne soient pas réglées en 2008 », a souligné le Secrétaire général.

« Deuxièmement, il faut aider l'Autorité palestinienne à reconstruire, à réformer et à fonctionner », a dit Ban Ki-moon, qui a engagé le Premier ministre Fayyad à poursuivre les actions déjà entamées.

Il a aussi souhaité un « renversement du sentiment croissant de désespoir ».

Ban Ki-moon a souligné que « la population de Gaza avait souffert plus que tout autre du conflit et de la pauvreté ».

« L'aide humanitaire ne peut pas se substituer à une économie en état de marche », a-t-il dit, engageant aussi à « agir au niveau politique pour restaurer l'unité de Gaza et de la Cisjordanie sous la juridiction légitime de l'Autorité palestinienne ».

« Espérons aussi que la réunion d'aujourd'hui augure d'un relâchement des tensions régionales et ouvre la porte à la recherche d'une paix globale. Je suis fermement engagé envers l'établissement de la paix entre Israël et tous ses voisins arabes, notamment le Liban et la Syrie », a affirmé Ban Ki-moon.

Selon les informations parues dans la presse, les deux parties ont adopté aujourd'hui une déclaration commune dans laquelle elles s'engagent à ouvrir des négociations suivies sur toutes les questions en suspens dans le but de parvenir à la conclusion d'un traité de paix d'ici à la fin de l'année 2008.

La conférence organisée à Annapolis, l'école navale militaire américaine dans l'Etat du Maryland, non loin de Washington, était convoquée à l'initiative des Etats-Unis, en présence de plusieurs représentants de pays arabes, dont l'Arabie saoudite et la Syrie.

Centre de nouvelles ONU- 28-11

4 Moyen-Orient : le Quatuor salue la conférence d'Annapolis.

Le Quatuor pour le Moyen-Orient - ONU, Union européenne, Etats-Unis et Russie - a exprimé hier sa satisfaction devant le soutien international apporté à la Conférence d'Annapolis, où se tiendront aujourd'hui les négociations entre dirigeants israéliens et palestiniens visant à « créer un Etat palestinien en Cisjordanie et Gaza et de conclure la paix entre les deux peuples ».

Le Quatuor a salué les efforts continus des parties pour remplir leurs obligations respectives en vertu de la première étape de la 'feuille de route' et a exhorté la communauté internationale à fournir un soutien solide aux efforts de toutes les parties, indique un communiqué publié hier soir.

Centre de nouvelles ONU - 28-11

2 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Point de vue de Chris Marsden et Jean Shaoul : La conférence d'Annapolis : un paravent... derrière lequel on fomente la guerre civile entre Palestiniens et prépare une attaque de l'Iran.

Le sommet du 27 novembre à Annapolis sur le conflit israélo-palestinien n'a rien à voir avec la recherche d'un accord de paix à travers l'établissement d'un État palestinien.

Les deux parties en présence n'ont même pas pu se mettre d'accord sur une déclaration préliminaire d'intention ou de principe pour cette réunion d'un jour. Israël n'a accepté de discuter aucune des questions clés à résoudre pour parvenir à un accord sur les frontières d'un Etat potentiel quel qu'il soit, sur le droit au retour des réfugiés palestiniens et sur le statut de Jérusalem-Est comme capitale d'un Etat palestinien.

Israël se rend à cette conférence confiant dans le fait qu'elle est organisée par son principal allié. Un article paru la semaine dernière dans le *Washington Post* citait des responsables de la Maison-Blanche selon lesquels les Etats-Unis n'avaient aucune intention de faire pression sur Israël pour que ce dernier fasse des concessions qu'il ne voudrait pas faire. « Le président reste sceptique sur la capacité des Palestiniens à faire les concessions nécessaires pour arriver à la paix », dit une source. « Les Israéliens font confiance à Bush... s'ils ont à prendre des risques, ils préfèrent le faire avec lui qu'avec son successeur », ont dit ces responsables.

Du côté palestinien, la réunion est une grossière tentative de ficeler un marché entre le premier ministre israélien Ehoud Olmert et le président de l'Autorité palestinienne et dirigeant du Fatah, Mahmoud Abbas de façon à ce que celui-ci puisse se présenter comme faisant avancer le « processus de paix » et continuer de réprimer toute résistance à l'occupation israélienne.

Pour Washington, les pourparlers ont un objectif politique plus étendu. En permettant au président George W. Bush d'être vu comme celui qui tente d'une certaine manière de résoudre le conflit, Washington va aider les régimes arabes à justifier leur approbation de l'occupation américaine de l'Irak et ses préparatifs de guerre contre l'Iran.

Vendredi 23 novembre, la Ligue arabe, y compris l'Arabie saoudite qui ne reconnaît pas la Syrie et qui soutient financièrement le Hamas dans la Bande de Gaza, s'est dite d'accord pour participer à cette farce. La Syrie sera présente, les Etats-Unis ayant laissé entendre qu'on discuterait de l'avenir du plateau du Golan. On a aussi dit que les Etats-Unis ont donné leur approbation tacite pour la tenue de pourparlers séparés entre la Syrie et Israël sur le Golan, immédiatement après la réunion d'Annapolis.

Cela n'est en aucun cas la principale raison de la participation de Damas à cette réunion. Le ministre des Affaires étrangères syrien, Walid Moallem, est allé jusqu'à déclarer qu'un retour du plateau du Golan à la Syrie n'était pas une condition préalable à la tenue de pourparlers. La participation syrienne à la réunion d'Annapolis est une tentative désespérée du régime de Bachir Assad d'obtenir un arrangement avec Washington et d'empêcher les Etats-Unis de s'en prendre à la Syrie en même temps qu'à l'Iran.

Le Liban lui aussi prendra part aux pourparlers, malgré l'opposition véhémente du Hisbollah

Le ministre israélien de l'Infrastructure, Benjamin Ben Eliezer, du Parti travailliste, a parlé de la signification politique de la décision des régimes arabe de participer aux pourparlers, disant à la radio de l'armée israélienne « La réunion a lieu à un moment où les radicaux et les modérés du monde arabo-musulman sont sur le chemin de la collision. Il n'y a aucun doute quant au fait que cette réunion a aussi pour objectif de contribuer à renforcer le camp arabe modéré ».

Dans les territoires occupés, Annapolis a été précédé d'efforts frénétiques de la part d'Abbas pour obtenir un Etat minimal qui aurait l'approbation d'Olmert. Il a abandonné dans ce but des revendications passées pour un gel de l'extension des colonies israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est et une limite dans le temps pour la création d'un Etat palestinien.

Il a ensuite accru ses efforts pour interdire le groupe islamiste Hamas et pour reprendre le contrôle de la Bande de Gaza, qui est la condition préalable que Washington et Israël exigent de lui pour reconnaître le Fatah comme un « partenaire avec qui négocier ».

Le Hamas est venu au pouvoir en janvier 2006 suite à la vaste aliénation vis-à-vis du Fatah due au fait qu'il était disposé à accepter un marché pourri avec Bush, et due aussi à sa corruption endémique. Les puissances occidentales et Israël ont répondu en imposant un blocus économique, coupant Gaza du monde extérieur. Lorsque s'était profilée la possibilité d'un gouvernement uni du Fatah et du Hamas à l'été de 2006, Israël a déclenché une guerre brutale contre Gaza.

Après avoir fomenté une guerre civile entre les deux factions rivales à Gaza, qui s'était terminée par la défaite militaire du Fatah, Israël, les Etats-Unis et les pays européens avaient encouragé Abbas à dissoudre le gouvernement du Hamas et à constituer un nouveau gouvernement, coupant la Palestine en deux. Bush avait donné 190 millions de dollars pour soutenir Abbas et son régime et Israël lui avait fourni des armes et de l'entraînement afin de battre le Hamas.

Olmert a insisté publiquement pour que tout accord futur dépende d'une reprise du contrôle de Gaza par l'Autorité palestinienne. « Il n'y aura aucune mise en œuvre du traité avant que tous les engagements contenus dans la feuille de route ne soient exécutés » dit-il à des journalistes après des pourparlers avec le président égyptien Hosni Mubarak dans la station balnéaire de Sharm el Sheikh.

« Ces engagements sont aussi valables pour la bande de Gaza, [pour les Palestiniens] Gaza doit faire partie de l'Etat palestinien et ensuite, naturellement, les Palestiniens doivent lutter contre le terrorisme et cela comprend la bande de Gaza » poursuivit-il. La semaine dernière, le plan du ministre israélien de la Défense pour un début de

réduction de l'approvisionnement en électricité vers Gaza à partir du 2 décembre a été approuvé par le ministre de la Justice, Manahem Mazuz.

Abbas a répondu à ces exigences en mobilisant ses forces en vue d'un conflit ouvert avec le Hamas. Lorsque 100.000 partisans du Fatah se sont rassemblés le 12 novembre à Gaza pour marquer le troisième anniversaire de la mort de Yassir Arafat, les forces de sécurité du Hamas ont ouvert le feu, tuant sept manifestants et en blessant plus de 90. Plus de 400 partisans du Fatah ont été arrêtés et des dizaines d'entre eux détenus pour interrogatoire.

Deux jours plus tard, Abbas appelait publiquement au renversement du gouvernement du Hamas à Gaza. « Nous devons renverser ce gang qui s'est emparé de Gaza par la force et qui profite des souffrances et des blessures de notre peuple » dit-il à la télévision.

Le Hamas n'est pas une alternative progressiste du Fatah et il articule les intérêts de sections de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie arabe. Ayant des liens de dépendance, pour ses finances et son armement, tant vis-à-vis de l'Arabie saoudite que de l'Iran et du Hezbollah en Syrie, le Hamas a visiblement été secoué par la décision de ces deux régimes d'approuver la conférence d'Annapolis. Le porte-parole du Hamas, Sami Abu Zuhri, a qualifié la tenue de la conférence de « grand choc pour les Palestiniens parce qu'elle ouvrait la porte à une normalisation directe de l'occupation en même temps que se poursuit l'escalade et l'agression ».

« Nous escomptions qu'un consensus arabe allait rompre le siège imposé à la Bande de Gaza et allait sauver les vies de nombreux Palestiniens échoués aux frontières », dit-il. « Nous ne nous attendions pas à voir un accord entre les Arabes sur une réunion avec Israël. »

Le président palestinien déposé, Ismael Haniyeh, a dit qu'« Israël cherch[ait] la normalisation spécialement avec des pays clés comme l'Arabie Saoudite. Nous devons éviter de donner de la légitimité à une libre normalisation de l'occupation israélienne. »

De telles manifestations de surprise ignorent l'amère expérience faite pendant des décennies avec les régimes arabes, l'Egypte, la Jordanie et la Syrie en étant les exemples les plus infâmes. Ces régimes ont commis des trahisons monstrueuses vis-à-vis des Palestiniens et qui les ont menés dans la situation impossible d'aujourd'hui. A présent, les Etats arabes participent à un crime plus énorme encore, la préparation d'une guerre contre l'Iran. Le Hamas n'a guère d'autres options que celle de se rallier à l'opposition interne contre Abbas, de s'unir au Jihad islamique et aux divers groupes radicaux moins importants pour la tenue d'une conférence de l'« Anti-Annapolis » dans la Bande de Gaza.

Khaled Abu Hilal du mouvement Fatah-al-Yasser, qui a rompu avec le Fatah, y assistera et il sera soutenu par divers groupes politiques et civils palestiniens. Abu Mujahed, le porte-parole des Comités populaires de résistance à Gaza a averti que toute concession faite par Abbas déclencherait une troisième Intifada qui sera « plus véhémente que les précédentes ».

Abbas fait aussi face à un défi sur sa droite de la part de Salaam Fayyad, le premier ministre, qui a son petit parti à lui (Troisième voie) et dont on dit qu'il collabore avec le négociateur de l'Autorité palestinienne, Yasser Abed Rabbo, pour créer un nouveau parti et se présenter aux prochaines élections. Cette lutte interne a laissé l'équipe de négociation palestinienne divisée en deux camps.

Fayyad incarne la couche sociale riche qui collabore à présent, plus ouvertement encore qu'Abbas, avec Washington. Absolument rien ne le relie à la lutte passée du Fatah contre Israël.

Décrit par *Haaretz* comme « le Palestinien favori de tout le monde » et comme le « partenaire idéal », il était assis aux côtés d'Ariel Sharon lors d'une cérémonie de mariage et fait la leçon à « l'élite économique et politique d'Israël » sur sa philosophie politique et économique.

Il a un doctorat en économie de l'Université du Texas (1987), a travaillé à la Banque mondiale et à la Banque centrale américaine à Washington. Lorsque l'Autorité palestinienne fut établie, il fut représentant du Fonds monétaire international puis dirigeant pour la Cisjordanie de la Banque arabe, la plus importante banque du Moyen-Orient. Il fut adopté comme favori par la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice qui veilla à ce qu'il devienne ministre des Finances de l'Autorité palestinienne. A la suite de la division entre Gaza et la Rive Gauche, il fut nommé, en violation de la constitution, premier ministre, gardant son poste de ministre des Finances.

Chris Marsden et Jean Shaoul :

Vendredi 07 Décembre 2007

(Article original anglais paru le 26 novembre 2007)

Sources [WSWS](#)

Posté par Adriana Evangelizt

2-2 Point de vue de Rania Adel : les promesses solennelles d'Annapolis.

Palestine - La situation sur le terrain ne laisse présager aucun changement tangible dans la politique israélienne, malgré les promesses solennelles tenues à Annapolis.

Engagements fictifs

Une semaine après la conférence d'Annapolis, le scepticisme qui planait dessus s'est confirmé. En effet, le premier ministre israélien Ehud Olmert n'a pas tardé à se détacher des promesses faites aux Etats-Unis. Dimanche, il a minimisé les chances de parvenir avant fin 2008 à un accord de paix avec les Palestiniens, objectif fixé la semaine dernière à la conférence d'Annapolis. « Nous ferons l'effort d'organiser des négociations rapides dans l'espoir d'atteindre notre objectif avant la fin 2008, mais il n'y a certainement pas d'engagement sur un calendrier fixe pour leur conclusion », a déclaré Olmert à l'ouverture du conseil des ministres. Tentant

manifestement d'assurer l'aile droite de sa

coalition de gouvernement qu'il ne ferait pas de concessions sans acte réciproque du camp palestinien, Olmert a affirmé que le processus de paix dépendrait du respect des engagements de la Feuille de route. « Le point le plus important de la déclaration commune est que tout accord auquel nous parviendrons à l'avenir dépendra du respect de l'ensemble des engagements de la Feuille de route ». « En d'autres termes, Israël n'aura pas à tenir ses engagements émanant de l'accord tant que toutes les conditions de la Feuille de route n'auront pas été remplies », a-t-il ajouté.

La Feuille de route, établie en 2003 par les Etats-Unis, prévoit notamment le gel des implantations israéliennes en Cisjordanie et la répression des activistes par l'Autorité palestinienne.

Bien plus, l'Etat juif, qui lance régulièrement des raids à Gaza contre les activistes tirant des roquettes vers les villes israéliennes, a annoncé dimanche avoir intensifié ses attaques contre le territoire côtier. Dans un communiqué, le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, déclare avoir autorisé davantage d'actions militaires à Gaza. Selon Barak, l'armée israélienne a tué 22 activistes lors de la semaine écoulée. Il est donc manifeste que l'Etat hébreu n'a l'intention de changer sa politique consistant à jeter la balle dans le camp palestinien, à le rendre responsable de tout problème, et à poursuivre ses assassinats.

Les prémices de ce désengagement ont déjà paru mercredi dernier aux Etats-Unis, MM. Olmert et Abbas étaient apparus brièvement devant la presse, sans prendre la parole. Il n'y a pas eu de poignée de mains pour susciter la comparaison avec celle, historique, de 1993 entre le président Bill Clinton, le premier ministre israélien Yitzhak Rabin et le dirigeant palestinien Yasser Arafat.

Pour les observateurs et les analystes, il n'y a rien de neuf dans la position israélienne axée sur les tergiversations et les attermolements.

Annapolis a fermé les yeux sur les litiges fondamentaux que Palestiniens et Israéliens ont été incapables jusqu'alors de régler, à savoir les frontières d'un futur Etat palestinien, le statut de Jérusalem, le sort des colonies ou le retour des réfugiés palestiniens. Et même le menu résultat consistant à relancer un processus embourbé et à rechercher avant 2008 un accord qui permettrait l'établissement d'un Etat palestinien ne jouit pas du soutien israélien.

Et là les politologues voient que l'opposition israélienne y est pour quelque chose. En effet, deux partis de la majorité d'Olmert et des formations de l'opposition de droite et d'extrême droite appuyées par les colons, se sont élevés contre un éventuel compromis en 2008 avec le président palestinien.

« Nous rejoindrons immédiatement l'opposition s'il s'avère que les négociations s'orientent vers un accord permettant le retour en Israël de réfugiés palestiniens, le partage de Jérusalem et le démantèlement de localités juives (colonies) en Judée-Samarie (en Cisjordanie) », a déclaré à l'AFP Yossi Lévy, porte-parole du parti Israël Beiténou (ultra-nationaliste, 11 élus) dirigé par le ministre des Affaires stratégiques Avigdor Lieberman.

Même détermination pour le ministre du Commerce et de l'Industrie, Eli Yishaï, dirigeant du Shass orthodoxe (12 élus), qui refuse « catégoriquement » d'être associé à un arrangement partageant Jérusalem.

Certes, Olmert, affaibli à cause des accusations de corruption, n'est pas prêt à affronter ses opposants. Toute confrontation étant en faveur du chef du Likoud Benjamin Netanyahu, qui attend son heure dans l'espoir que ses alliés naturels, MM. Yishaï et Lieberman, se rallient à lui.

Projet de résolution retiré

Mais si Olmert a pris du recul quant aux promesses d'Annapolis, il n'était pas le seul à le faire. Côté américain, bien que les Etats-Unis soient engagés dans les efforts de paix, ils ont retiré vendredi un projet de résolution au Conseil de sécurité approuvant les décisions prises cette semaine à la conférence d'Annapolis sur la paix au Proche-Orient, des responsables israéliens ayant jugé le document inadapté. Des diplomates israéliens aux Nations-Unies ont affirmé que s'ils n'avaient aucune objection à ce que le Conseil de sécurité soutienne les résultats de la conférence d'Annapolis, ils estimaient qu'une résolution n'était pas le moyen le plus adapté pour cela.

Ils ont également laissé entendre qu'Israël n'avait pas été consulté au préalable sur le projet soumis jeudi au Conseil par Washington. A l'issue de débats à ce sujet au sein du Conseil, l'émissaire américain Alejandro Wolff a déclaré que les « consultations intensives » de Washington avaient débouché sur la conclusion qu'il existait « un certain malaise avec ce type de produit », en l'occurrence une résolution.

« Par égard envers ce que les deux parties (Israéliens et Palestiniens) estiment être le plus utile, nous sommes parvenus à la conclusion qu'il serait préférable de simplement retirer le document », a-t-il ajouté. Le projet de résolution retiré, que les journalistes avaient pu consulter, aurait soutenu les décisions prises à Annapolis et appelé l'ensemble des Etats à en faire autant et à aider l'économie palestinienne. Bien qu'Israël n'ait, semble-t-il, pas eu d'objections à ce texte, des

observateurs ont estimé que l'Etat juif redoutait de voir une résolution formelle donner à l'Onu un trop grand rôle dans le processus de paix au Proche-Orient. Après le retrait, le représentant permanent de la France, Jean-Maurice Ripert, a souligné dans un communiqué l'importance de l'implication de la communauté internationale. « Nous comprenons les raisons avancées par les Etats-Unis, mais nous sommes persuadés que l'appui de l'ensemble de la communauté internationale au processus initié à Annapolis reste indispensable », peut-on lire dans ce texte.

Vendredi, lors d'une conférence de presse à Tunis, Mahmoud Abbas avait déclaré avant le retrait du texte que celui-ci comptait « parmi les indices de l'engagement américain », tout en précisant ne pas avoir de détails sur son contenu. Mais suite au retrait du projet, peut-on toujours parler d'un engagement américain ? .

Rania Adel

2-3 Point de vue de Luc Vancauwenberge : Annapolis : Bush veut créer un État palestinien à côté d'Israël : mais où ?

Dans la foulée de la réunion d'Annapolis, Bush, Olmert et Abbas se sont engagés à trouver une solution négociée d'ici fin 2008. Dans la « vision » de Bush, cela comprend la création d'un Etat palestinien à côté d'Israël.

Luc Vancauwenberge

05-12-2007

En 1948, année de la création de l'Etat d'Israël, celui-ci s'était accaparé de près de 80% de la Palestine historique. Lors de la guerre de 1967, Israël s'empare, du reste de la Palestine. Les résolutions de l'ONU 242 et 338 ordonnent Israël à évacuer les terres palestiniennes occupées en 1967 : les Territoires occupés, comprenant Gaza, la Cisjordanie avec Jérusalem-Est (environ 6 000 km²). Lors des accords d'Oslo en 1993, les dirigeants palestiniens acceptent de créer un État palestinien dans les Territoires occupés.

Mais après 1993, Israël intensifie la colonisation de la Cisjordanie : le nombre de colons passe de 248 000 en 1993 à 460 000 aujourd'hui. En 2004, Bush écrit à Sharon lui disant que les grands blocs de colonies ne devront pas être

démantelés.

Depuis 2003, Israël construit un mur dans les Territoires occupés.

De la Palestine, il ne reste plus que la moitié des Territoires occupés. De plus, ces terres palestiniennes restantes sont divisées en plusieurs morceaux, séparés par des colonies juives.

Alors M. Bush, où voulez-vous créer cet État palestinien ? Ou Annapolis, une fois de plus du vent ?

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Claire Dana Picard : La déclaration d'Annapolis entérinée par le gouvernement Israélien.

Quelques jours après son retour d'Annapolis, le Premier ministre a soumis ce dimanche matin à son gouvernement la déclaration faite lors de ce sommet, préconisant notamment la signature d'un accord permanent avec les Palestiniens au cours de l'année 2008.

La majorité des ministres

l'ont entérinée avec quelques réticences.

Le vote a porté sur la déclaration, telle qu'elle a été énoncée mardi dernier dans le discours du président américain George Bush. Alors que la majorité des ministres l'approuvaient, les représentants du parti Shass, Elie Ishaï et Ariel Attias, s'y sont opposés. Le ministre Avigdor Lieberman, d'Israël Beteinou, a préféré, pour sa part, s'absenter prudemment au moment du vote. Mais il aurait fait part, auparavant, de ses réserves lors d'un entretien privé avec Olmert.

Lors de leurs discussions, il aurait expliqué que les chances de voir Abou Mazen reprendre le contrôle de Gaza, comme l'exigeait la déclaration d'Annapolis, étaient pratiquement nulles.

De son côté, Elie Ishaï a critiqué les positions adoptées par Israël, soulignant qu'il ne fallait en aucun cas accepter de dialoguer avec les Palestiniens "radicaux". Et de préciser: "Chaque fois, nous cédon's encore et encore, Le sommet d'Annapolis était superflue, il aurait fallu réunir plutôt une conférence économique".

Plusieurs ministres de Kadima, qui ont apporté leur soutien au Premier ministre, ont toutefois émis quelques réserves. Avi Dichter (Sécurité intérieure) a estimé qu'il ne fallait pas sauter les étapes de la Feuille de Route et qu'il était essentiel de s'assurer avant tout que les Palestiniens remplissent leur part du contrat en luttant contre le terrorisme et en mettant sur pied un système permettant de faire respecter la loi et l'ordre.

Le ministre des Transports Shaoul Mofaz, a également estimé qu'il fallait s'assurer que l'AP domine la situation dans les zones placées sous son contrôle.

La ministre des Affaires étrangères Tsippi Livni, de son côté, semble satisfaite des résultats de la Conférence d'Annapolis, à laquelle elle a participé activement aux côtés du Premier ministre. Elle a constaté notamment que le processus suivrait, comme elle le souhaitait, le plan de la Feuille de Route. En outre, elle a estimé qu'Israël n'aurait pas les mains liées à ce stade des négociations et n'aurait pas à subir non plus l'ingérence de la communauté internationale.

Le ministre de la Défense Ehoud Barak, qui a l'expérience de ce type de conférence, a déclaré qu'Annapolis "était

un bon début" mais que c'était les résultats concrets qui comptaient réellement. Il a encore prétendu que le vice-président américain Dick Cheney, le secrétaire à la Défense Robert Gates et la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice "avaient fait preuve d'une grande compréhension quant aux besoins sécuritaires d'Israël".

Le Premier ministre a conclu en indiquant que la normalisation des relations entre les Etats arabes et Israël devait être envisagée dès maintenant.

Olmert a en outre indiqué qu'il avait apprécié la participation de nombreux Etats à la Conférence et a salué tout particulièrement la présence de représentants de pays arabes ne reconnaissant pas l'existence d'Israël.

Claire Dana Picard

dimanche 2 décembre 2007 - 15:15

<http://a7fr.net/Article/44428.htm>